

Le Sud Kivu n'a pas fini de compter ses morts : la situation sécuritaire interpelle tout le monde.

En date du 7 mars vers 23 heures, les hommes surnommés toujours de non autrement identifiés sans savoir quant est-ce qu'ils seront finalement identifiés, ont attaqué le centre de Chebumba en groupement de Munyandjiro à Bunyakiri dans le territoire de Kalehe où ils ont organisé un pillage systématique et libre sans inquiétude dans plus de 10 boutiques et pharmacies ainsi d'une trentenaire de maisons d'habitation.

Une église protestante du secteur n'a pas été épargnée de cette barbarie. Le bureau des jeunes du secteur Bagana a été démoli et toutes les archives détruits. Comme si cela ne suffisait pas, ces malfrats se sont dirigés au domicile du pasteur du même secteur Mr MAPENDO PURUSI Fraterne, et l'ont lâchement tué par balles à bout portant, après leur avoir donné une somme d'argent.

Agé de 38 ans, ce pasteur était aussi préfet de l'institut Musenyi toujours à Kalehe. Son épouse également a été torturée et a reçue des balles dans le bras gauche. La victime laisse donc une veuve hospitalisée et 6 petits orphelins sans secours.

Sur leur passage, ces malfrats n'ont pas épargné les villages de Bulisha, Musenyi en groupement de Musenyi et à Katana. Pour transporter les choses pillées, 12 personnes ont été emportées dans la forêt. Et si on interroge les habitants de Kavumu et de Kahungu en territoire de Kabare tous hurlent la même colère de se trouver abandonnés sans être sécurisés par l'armée gouvernementale.

Nord-Kivu : la population vit dans la panique.

D'après un correspondant ce matin au nord Kivu à Rutshuru, il s'observe un mouvement des populations fuyant leurs villages à cause d'une panique, suite à la rumeur selon la quelle le CNDP serait entrain de renforcer ses camps pour s'opposer à l'extradition de Ntaganda à la CPI. A l'actualité la population de la ville de Goma et du Nord-Kivu en générale vit dans une psychose de panique. Selon la même source on y observe aussi l'augmentation des hommes en uniforme militaire.

L'association ATK pense que c'est une histoire purement politisée et qu'il y a plusieurs éléments qui restent à comprendre et qui ont fait l'objet d'une coïncidence en rapport du dossier Ntaganda à savoir :

- L'ex-responsable de crime des guerres et crime contre l'humanité, officier supérieur de l'armée nationale vite intégré dignement avec ces éléments qui occupent des postes importants pour sécuriser la même population qu'ils ont meurtrie hier. Comment est-ce possible ? Pouvons-nous au moins nous imaginer comment se sente cette population qui se retrouve devant quelqu'un qui a massacré et effacé plusieurs de leurs familles et d'où eux-mêmes sont des rescapés ? C'est très fort et déplorable si on pense que c'est de cette façon qu'on va assurer la sécurité de la population.

Simplement on dit que c'est une bonne méthode de faire une large promotion de l'impunité dans le pays dans un territoire où logent des centaines des groupes et milices armées.

- Pur quoi la non disposition du gouvernement Congolais de livrer Ntaganda à la CPI? Et pas le prétexte que «Ntaganda a contribué à l'instauration de la paix au Nord-Kivu» Pouvons-nous réellement parler de la paix au Nord et au Sud-Kivu ? Peut être à Kinshasa quant il a intégré dignement le chef d'état major de l'armée régulière !. A L'Est nous vivons le quotidien des dégradations sécuritaires du jour au lendemain, chaque jour les civiles sont tués, il y a des enfoncements réguliers d'ici et là, les milliers des déplacés des guerres abandonnés à leur triste sort selon les rapports des agences humanitaires, et...
- La déclaration du gouverneur du Nord-Kivu en disant que l'extraction de Nkunda à la CPI va créer des nouvelles violences au Nord-kivu, il semble qu'il connait plus du plan Ntaganda où peut être, à partir de cette déclaration, on pourra comprendre que, malgré l'intégration de Nkunda et ces éléments au sein du FARDC, le Nord-Kivu est toujours sous contrôle du CNDP ? Et le gouvernement ne peut pas prendre aucune décision sur Ntaganda sans que cela ne dégrade pas la sécurité du Nord Kivu ?

L'association ATK (Amani na Tumaini Kwetu) demande :

- premièrement aux autorités de la RDC et à la MONUSCO de renforcer et assurer la sécurité de la population civile de cette partie de la RDC ;
- et aux Organisations de défense des Droits Humains nationales et internationales de demander au Conseil de Sécurité des Nations Unies :
 - de renforcer les moyens de sécurisation de la population civile à l'Est de la RDC
 - et de contraindre le gouvernement congolais à livrer Laurent Nkunda à la CPI malgré ce montage politique pour convaincre l'opinion internationale de revoir la demande de la CPI contre Nkunda.

A part cet article d'ATK pour plus d'infos sur le Nord-Kivu consulter le site web www.congomedia.net